

Le candidat de droite Nicos Anastassiades arrive largement en tête du 1er tour de l'élection présidentielle

Résumé :

Avec 45,46% des suffrages, le candidat de l'opposition de droite Nicos Anastassiades, leader du Rassemblement démocratique (DISY), également soutenu par le Parti démocratique (DIKO), est arrivé largement en tête du 1er tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé à Chypre le 17 février. L'ancien ministre de la Santé (2011-2012), Stavros Malas (Parti progressiste des travailleurs, AKEL), est arrivé en 2e position ; il a recueilli 26,91% des voix. Il a devancé de justesse George Lilikas, ancien ministre des Affaires étrangères (2006-2007) soutenu par le Mouvement pour la social-démocratie (EDEK), qui a obtenu 24,93% des suffrages. Les 8 autres candidats sont très loin derrière ; ils ont recueilli chacun moins de 1% des voix.

La participation s'est élevée à 83,14%, soit - 6,48 points par rapport au 1er tour de l'élection présidentielle du 17 février 2008. Le vote est obligatoire à Chypre mais les sanctions prévues par la loi contre les abstentionnistes sont de moins en moins souvent appliquées.

Nicos Anastassiades et Stavros Malas s'affronteront donc pour la présidence de la République lors d'un 2e tour de scrutin le 24 février prochain.

Résultats du 1er tour de l'élection présidentielle du 17 février 2013 à Chypre

Participation : 83,14% (le vote est obligatoire à Chypre)

Candidats	Nombre des voix obtenues (1er tour)	Pourcentage des suffrages recueillis (1er tour)
Nicos Anastassiades (Rassemblement démocratique, DISY)	200 591	45,46
Stavros Malas (Parti progressiste des travailleurs, AKEL)	118 755	26,91
George Lilikas (Mouvement pour la social-démocratie, EDEK)	109 996	24,93
Giorgos Charalambous (Front national populaire, ELAM)	3 899	0,88
Praxoula Antoniadou Kyriakou (Démocrates unis, EDI)	2 678	0,61
Makaria-Andri Stylianou	1 898	0,43
Lakis Ioannou (Mouvement socialiste populaire, LASOK)	1 278	0,29
Solon Gregoriou	792	0,18
Kostas Kyriacou	722	0,16
Andreas Efstratiou	434	0,10
Loukas Stavrou	213	0,05

Source : Site internet du ministère de l'Intérieur chypriote (<http://www.elections.gov.cy/English/Islandwide>)

Election présidentielle à Chypre 17 février 2013 (1^{er} TOUR)

« Le peuple chypriote a décidé de tourner la page, ce message est clair » a souligné Tassos Mitsopoulos, porte-parole de Nicos Anastasiades, à l'annonce des premières estimations qui, durant quelques heures, ont donné le candidat de l'opposition de droite vainqueur dès le 1^{er} tour de scrutin. Le candidat de droite se présente comme le plus à même de négocier un plan d'aide internationale, indispensable pour l'avenir de Chypre. Il est en tout cas celui qui y est le plus favorable y compris au prix d'une forte austérité. Les enquêtes d'opinion confirment cette idée puisque selon celles-ci, 37% des Chypriotes considèrent le leader du DISY comme le mieux placé pour gérer les négociations de Nicosie avec la troïka formée par le Fonds monétaire international, la Commission et la Banque centrale européennes.

« La survie du pays dépend de l'élection présidentielle. Le peuple doit choisir, en donnant un mandat fort, un gouvernement de salut national pour faire face aux problèmes immédiats de l'économie » a indiqué Nicos Anastasiades, ajoutant « Chypre n'a jamais connu une telle crise économique et la survie du pays est en jeu »

Chypre est en effet au cœur de la tourmente. Le 21 décembre dernier, la note souveraine de l'île a été dégradée de deux crans (CCC +) pour la 3^e fois depuis août 2012 et assortie d'une perspective négative par l'agence de notation Standard and Poor's. Quelques jours plus tard, le 10 janvier 2013, l'agence de notation Moody's abaissait à son tour de trois crans la note souveraine du pays (Caa3). Le président de la République sortant Demetris Christofias (AKEL) a longtemps nié l'ampleur de la crise économique avant d'accepter la nécessité pour Nicosie de signer un plan d'aide mais sans toutefois en accepter les conditions, notamment la privatisation des entreprises d'Etat.

L'île n'a plus accès aux marchés obligataires depuis plus de deux ans et sollicite depuis juin 2012 une aide financière extérieure, notamment en raison des pertes subies par ses banques, victimes collatérales de la crise grecque. Les établissements financiers chypriotes ont beaucoup spéculé sur la dette grecque ; entre 2009 et 2010, elles ont ainsi

racheté pour 5 milliards € (un quart du PIB du pays) de titres publics grecs. L'île a besoin de 17 milliards € – une somme faible à l'échelle de la zone euro mais qui équivaut à un an de PIB chypriote –, dont 10 milliards pour ses banques. La troïka a accepté d'apporter son aide à hauteur de 7 milliards €, une somme a priori insuffisante.

En juin prochain, Chypre doit rembourser 1,5 milliard € – première tranche de remboursement de sa dette. « La recapitalisation du secteur bancaire et le remboursement en juin d'une partie de la dette chypriote équivalente à 1,5 milliard € seront les défis du nouveau gouvernement » a indiqué Alexander Michaelides, professeur de finances à l'université de Nicosie.

Nicos Anastasiades est le seul candidat à avoir soutenu, en 2004, le plan Annan (du nom du secrétaire général des Nations unies de l'époque) qui proposait la création d'une République unie de Chypre sous la forme d'une confédération de deux Etats constituants largement autonomes (un grec au sud et un turc au nord), inspirée du modèle de la Confédération helvétique. Le 24 avril 2004, les Chypriotes l'avaient rejeté à 75,83% (64,9% des habitants de la partie nord de l'île l'avaient approuvé). A l'inverse de son dirigeant actuel, le DISY avait appelé à voter « non » au référendum. Chose remarquable : cette année, la question de la réunification de l'île est passée au second plan. « Pour la première fois depuis 39 ans, la campagne électorale n'a pas pour principal sujet de débat la division de l'île mais l'état de ses finances » a écrit Nikos Venizelou, éditorialiste du quotidien *Phileleftheros*.

« Nous parlons maintenant d'une élection à deux tours. Les urnes sont les seules juges. Il va y avoir une bataille pour le 2^e tour et nous pouvons l'emporter » a déclaré l'un des responsables du Parti progressiste des travailleurs, Nicos Katsourides. Avec quasiment 25% des suffrages, George Lilikas se retrouve dans la position d'arbitre. « Nous avons beaucoup de choses en commun avec les électeurs de George Lilikas, historiquement et sur les enjeux auxquels Chypre fait face » a déclaré Stavros

Malas, favorable au plan de sauvetage de la troïka mais hostile aux mesures de rigueur. « Ensemble, nous pouvons sortir de la crise économique par le développement et sans la politique d'austérité qui est si néfaste pour la société » a-t-il ajouté. L'ancien ministre des Affaires étrangères soutenu par le Mouvement pour la social-démocratie a pour l'heure refusé de choisir entre les deux candidats du 2^e tour.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.